

## QUELLE CRISE ?...

Jean FOUCAMBERT

Des *turbulences* assombrissent, cet automne, l'harmonie dont le capitalisme comble d'ordinaire l'humanité et que dénigrent encore quelques aigris, de surcroît nostalgiques et ignorants. Serait-ce les 40 000 enfants qui meurent chaque jour de faim dans le monde ? Ou l'écart, dans les pays riches, entre bas et hauts revenus qui, en moins d'un siècle, a été multiplié par 50, pour ne rien dire des 1,3 milliard de travailleurs qui, dans le reste du monde, tentent de survivre avec moins de 2 dollars par jour ? L'incessant chapelet des interventions pour dresser, dans des guerres permanentes, les peuples les uns contre les autres afin de s'assurer, partout sur la planète, de la source des matières premières ? Les multiples formes de répression, voire d'extermination, des militants syndicaux et politiques des peuples qui ne se résignent pas encore ? Le soutien des États au florissant commerce de toutes les variétés d'opiums du peuple dont l'usage croissant témoigne de l'impuissance imposée aux pauvres à changer « ici bas » leur destin ? Le fait que plus de 10% des richesses produites ont été soustraites, en moins de 20 ans, à la rétribution du travail et versées en profits au capital ? L'entreprise d'abrutissement méthodique que conduisent les médias afin de fournir « à Coca-Cola du temps de cerveau humain disponible » ?

Que nenni ! Ceci n'est que le juste prix à payer afin que perdure un système économique qu'on dit être le moins pire et que, désormais, même les pauvres réclament. C'est d'ailleurs ainsi qu'on reconnaît la démocratie dans les pays libres. Rassurez-vous, les turbulences qui nous agitent aujourd'hui n'ont, de toute évidence, rien à voir avec ces tout *petits-maux-pour-un-grand-bien*. Elles proviennent simplement d'une propension légère du capitalisme à nous faire une « crise » dès, semble-t-il, que nos élus, en alternance, le quittent un instant des yeux. Hé oui ! Mais c'est bien son seul défaut : le capitalisme est fragile de la spéculation et de la surproduction, comme nous, trop souvent, des genoux ou du foie. On ne va pas quand même l'abattre pour autant ! On doit au contraire le secourir dans ses moments difficiles : le capitalisme est en droit d'attendre que les pauvres renoncent à leurs privilèges de pauvres et volent à son secours. Le temps qu'il se « refonde ».

Afin que reparte, sur les mêmes bases, le cortège ordinaire de la misère, de l'inégalité, de l'injustice, de la laideur morale et de la médiocrité intellectuelle... bref, le cortège de ce qui ne semble pas faire problème. Reste que ce qu'on appelle improprement *crise*, loin d'être la conséquence d'erreurs, d'abus, d'inadvertances ou d'incontrôlables coups du sort constitue en fait le processus organique par lequel le capitalisme renforce les principes mêmes qui le constituent et surmonte ses contradictions. En ne retenant d'ailleurs que les plus saillantes du point de vue des pays développés, les spécialistes tombent d'accord pour recenser, au cours de ces trente dernières années, une bonne dizaine de « crises », conjoncturelles ou structurelles. Une *turbulence* économique tous les 3 ans et dont les effets se font sentir pendant 4 ou 5 ans, voilà qui devrait renseigner sur leur nécessité. N'en doutons pas, un capitalisme sans « crise » serait un capitalisme mort. En effet, ce qui fait son « dynamisme », ce formidable pouvoir de produire toujours plus du superflu au détriment du nécessaire, c'est que les capitaux, dans un monde mondialisé, sont contraints d'être encore davantage en concurrence les uns avec les autres afin de contrecarrer la fameuse « baisse tendancielle du taux de profit », *baisse* dont s'esbaudit la *doxa* économique qui omet, au passage, d'évoquer ce que coûte aux pauvres le soin de la tenir à l'état de *tendance*.

Pour continuer à générer des profits au moins équivalents à ceux des capitaux plus anciens, les capitaux nouveaux doivent effectivement s'investir dans de nouvelles productions, conquérir de nouveaux marchés où la compétition impose de baisser le prix de revient, donc, à la fois, de produire davantage et de réduire le coût salarial, ce qui aboutit inexorablement à contracter les débouchés des productions, aussi bien anciennes que nouvelles. Ainsi le moteur économique s'ensable périodiquement dans la surproduction : force est bien de procéder à ces « ajustements » que sont les guerres et les *crises* dont on masque aux peuples l'importance fonctionnelle en renvoyant à l'imperfection de la « nature » humaine. Ajustements pour « absorber les canards boiteux », ajustements pour déployer vers de nouveaux créneaux les capitaux issus de la spéculation et d'une spoliation accrue du travail, ajustements pour obtenir des

États complices des financements supplémentaires prélevés sur la richesse collective...

On est bien loin, en effet, de ne compter que des perdants dans ce genre d'affaires. Certes les pauvres et les plus faibles se paupérisent dramatiquement mais les plus riches qui, tous les deux ou trois ans, font ainsi ouvertement leur « *marché* » à la Bourse se retrouvent – monopoles obligent – plus riches encore et prêts pour une concurrence toujours plus effrénée entre leurs propres (!) capitaux. Au passage, des entreprises auront fermé, des emplois auront disparu, la précarité et la misère auront crû dans un monde qui, objectivement, n'aura perdu aucune once de sa richesse, si on entend par là la capacité à produire ce dont l'humanité a besoin – et non à extraire de la plus-value du travail humain.

De combien faudra-t-il alors accroître le nombre d'enfants mourant de faim chaque jour pour que la colère l'emporte enfin et que l'intolérable absolu, voulu, organisé, ne soit plus toléré ? Le capitalisme ne sera réellement en *crise* que lorsque l'humanité dont il joue et se joue décidera de le mettre en crise, ce qui passe par la compréhension que ses périodiques turbulences financières, économiques, spéculatives, guerrières appartiennent, comme la mue du crabe qui perd sa carapace pour en revêtir une plus grande, au fonctionnement *normal* d'un système. Il n'en reste pas moins que la bête, pour un court moment de son cycle, est davantage vulnérable. Encore faut-il que ses adversaires le sachent. Et le veillent. Quels adversaires ? Car il ne suffit pas qu'une situation soit *révolutionnaire* pour que la révolution soit possible. C'est seulement quand « ceux d'en bas » n'en veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent poursuivre sans franchir un nouveau degré dans leur domination que le rapport de forces peut être inversé. Mais rien ne tombera jamais si on ne le fait choir. À condition donc que les opprimés aient conscience que l'intolérable ne relève de la « force des choses » que pour autant que les dominants réussissent à les persuader qu'il n'existe pas d'alternative... « Conscientisation » disait Paolo Freire, « conscience de classe » disait l'autre...

Voilà qui nous renvoie au rôle des mouvements éducatifs que nous revendiquons d'être face à la prétendue crise (une de plus) de l'école qui n'a pourtant jamais si bien rempli sa

mission que dans ces 30 dernières années. Au point que les classes sociales qui l'ont mise en place voici plus d'un siècle comme école *pour* le peuple afin de mieux « fermer l'ère des révolutions » considèrent aujourd'hui qu'elles peuvent s'en passer et que l'entreprise de domestication des esprits doit devenir, confiée au privé, source immédiate – économique – et non seulement différée – idéologique – de profits. Entendons, camarades éducateurs, Jules Ferry annonçant dès 1870 les « bénéfiques » escomptés de son école : « *Dans le maître et dans le serviteur, vous n'apercevez plus que deux hommes égaux qui contractent ensemble, ayant chacun leurs droits précis, limités et prévus, chacun leurs devoirs et, par conséquent, leur dignité. (...) C'est l'absence d'éducation chez le prolétaire qui crée le sentiment et la réalité de l'inégalité.* » En aucun cas, dormons en paix, l'inégalité de la réalité ! Et Ferdinand Buisson, le jubilaire auteur du Dictionnaire pédagogique, d'abonder : « *L'école fera la lumière. Il n'est pas vrai qu'il y ait deux France, qu'il y ait deux peuples dans ce peuple.* »

Appréciations au passage la volonté affichée de cette Troisième République – puis de la Quatrième – de confisquer le processus éducatif au service des classes dominantes, affirmant ainsi la lutte des classes au cœur de la vie politique et de l'existence de l'État. La Cinquième République, en confiant le pouvoir exécutif à un Président élu, dès lors autoproclamé au dessus des partis – donc aussi des classes – étrenne la fiction d'une gestion au service de tous, d'une cogestion de l'existant par tous les *partenaires sociaux*, cogestion avec quelques nuances que la réalité de l'alternance permet de moins en moins de discerner. En quelques décennies, la référence théorique à l'affrontement capital-travail (le maître et le serviteur dont parle Ferry) aura pratiquement disparu du discours de la gauche politique et des syndicats. Il faut aujourd'hui aller tendre l'oreille vers le Medef et les plus grandes fortunes mondiales pour ouïr ce message (inouï !) : « *La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner.* » Et Warren Buffett s'offre le luxe d'ajouter : *ce n'est pas normal!*<sup>1</sup> Quelle est, camarades syndiqués, la contribution à la victoire fournie par cette école

*pour le peuple* en faveur de laquelle nous avons simplement revendiqué, pour ne pas questionner son projet, davantage de moyens ?

1. Voir le livre de François Ruffin, *La guerre des classes*, paru chez Fayard

Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, au contact des luttes sociales, précisément à l'occasion des « turbulences » guerrières et économiques voulues par le capitalisme, des mouvances nouvelles d'éducation se sont créées, notamment, peu après la Première guerre mondiale, le GFEN, le mouvement Freinet et l'OCCE ; dans la foulée du Front populaire, les CEMEA ; inspirés, en 1945, par le Comité National de la Résistance, les FRANCAS. Dans tous les cas, il s'est agi d'un enracinement revendiqué dans une Éducation populaire, ressentie comme la responsabilité retrouvée du peuple sur la définition et la conduite de sa propre éducation – et non d'une pastorale convoyée par les classes moyennes en direction du peuple. Produire les savoirs nécessaires pour transformer le monde en s'engageant collectivement dans sa transformation, voilà qui croise et réactive la notion même d'*école du peuple* telle qu'elle se formulait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans les milieux populaires en lutte.

On ne peut malheureusement plus douter que le XXI<sup>e</sup> siècle ne s'ouvre sur une longue séquence de souffrances populaires. Donc d'intenses luttes sociales. Pour que ce ne soit pas la classe de Warren Buffett qui en sorte une fois de plus victorieuse, il dépend aussi de nous, Mouvements d'éducation, que soient présentes, au cœur des luttes, à la fois une analyse du rôle de l'école dans la perpétuation des rapports d'exploitation économique et les opportunités d'expérimentation d'autres modes de production... y compris des savoirs ! Montrant ainsi que, nous, nous ne sommes pas en crise...

Ah, bon ?

■ Jean FOUCAMBERT

Le sort du peuple est à plaindre quand il est endoctriné précisément par ceux qui ont intérêt à le tromper et se constituent ses précepteurs. C'est comme si un homme d'affaires était chargé d'apprendre l'arithmétique à ceux qui doivent vérifier ses comptes. (Robespierre)